



**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA MEDITERRANEE**

الجمعية البرلمانية للبحر الأبيض المتوسط

**Deuxième Commission permanente sur la Coopération économique,
sociale et environnementale**

Rapporteur spécial sur l'Eau : M. Jacques Blanc (France)

***Rapport approuvé par consensus par la 2^{ème} Commission permanente
lors de sa 4^{ème} réunion le 25 Juin 2009 à Lisbonne***

Ce rapport a été élaboré suite aux travaux de la deuxième commission de notre Assemblée et aux réflexions issues de la communication faite lors de la réunion de Limassol des 20 et 21 février 2009.

A l'issue de notre réunion de Limassol nous avons validé l'idée de pouvoir chaque année établir un court rapport annuel qui fasse un point tant sur des données statistiques concernant l'eau que sur les initiatives nouvelles et les grands débats concernant l'eau.

C'est dans un souci d'une réelle efficacité d'action que notre Assemblée a déjà, suite à notre réunion de 2008 de Monaco, décidé du principe de la nomination d'un rapporteur permanent sur la question de l'eau et par conséquent de rester saisie en permanence de cette question.

Pour avancer rapidement sur ces sujets nous devons partir des constats que nous avons pu établir et tenter d'analyser les solutions potentielles que notre assemblée pourrait proposer.

I. Les données statistiques sur l'eau en Méditerranée.

Nous savons comme Méditerranéens par l'expérience vécue que la Méditerranée est parmi les régions du monde où le manque d'eau est le plus criant et un des sujets les plus discuté.

Un rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) de 2006 indiquait que d'ici 2025 90% de la population du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord devraient vivre dans des pays victimes de pénuries d'eau. Pour reprendre les données d'études publiées en 2007 par le Plan Bleu « *La Méditerranée regroupe 60% de la population mondiale pauvre en eau, disposant de moins de 1000m³ par habitant et par an* »¹ Ce simple chiffre réussit à lui seul à illustrer la mesure de l'importance pour l'espace méditerranéen d'agir pour préserver, économiser et trouver les ressources en eau nécessaires à son juste développement.

Nous pouvons, en nous référant aux statistiques fournies par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) à travers son outil AQUASTAT, mettre en

¹ Améliorer l'efficacité d'utilisation de l'eau pour faire face aux crises et pénuries d'eau en Méditerranée, Plan Bleu, Décembre 2007

lumière quelques précieux enseignements qui viennent corroborer le constat fait il y a deux ans par le rapport que nous venons de citer.

Selon les données AQUASTAT (Annexe 1) de cette étude de mars 2009, on remarque que sur les données dont nous disposons pour 24 membres de l'APM, **un indicateur est particulièrement intéressant et inquiétant, celui de l'eau dont dispose chaque pays par an et par habitant en m³**. Cette donnée comme nous l'avons vu plus haut permet de définir au seuil de 1000m³/ an/ habitant le niveau en dessous duquel on peut parler de pauvreté en eau.

Si l'on considère les chiffres bruts pour 2006 on remarque que **11 membres** sur les 24 pour lesquels nous possédons des chiffres sont **en situation de pauvreté en eau**. La situation est même extrêmement préoccupante pour 5 membres qui disposent de moins du tiers de ce seuil (Israël, Jordanie, Libye qui avec 99m³ par an par habitant détient le niveau le plus bas, Malte, Palestine).

Plus significatif encore est **l'observation sur la durée** de ce même indicateur entre 1990 et 2006. On note alors que **22 des 24 membres de l'APM** pour lesquels nous avons les statistiques ont connu **une baisse de ce taux dont l'ensemble des membres déjà en grande pénurie d'eau**.

Parmi les enseignements sur la durée, on constate ainsi qu'entre ces deux dates 4 membres de l'APM (Chypre, l'Égypte, le Maroc et la République arabe syrienne) sont passés sous le seuil plus que symbolique des 1000m³, le Liban pour ce qui le concerne s'en est très dangereusement rapproché.

Toutes ces données dont nous pouvons disposer permettent à chacun de se situer et surtout de prendre conscience d'une **situation très sérieuse**. Plus encore, ce sont les évolutions sur la durée qui doivent le plus interpeller l'observateur dans le sens où elles démontrent une **tendance non démentie à la détérioration de la situation**.

Une limite à ces données réside dans le caractère national des chiffres avancés qui ne couvrent parfois que très mal les disparités régionales qui caractérisent certains pays. Ainsi, nous pouvons remarquer que la situation de la Grèce semble, à la simple lecture des chiffres, relativement enviable. Or nous devons considérer les très nombreuses îles pour lesquelles la réalité des chiffres est très certainement en dessous du chiffre national de 6676m³ par habitant et par an.

L'observation de l'ensemble de ces indicateurs, dont au passage nous pouvons regretter qu'une organisation onusienne ne prenne soin d'être plus attentif à sa diffusion plurilingue, permet de confirmer le constat qui est le nôtre : **si nous n'y prenons garde et si nous ne mettons pas tout en œuvre pour inverser cette tendance le stress hydrique n'ira qu'en s'accroissant et provoquera de graves crises aux conséquences humaines, sociales et géopolitiques difficilement mesurables**.

Concernant la collecte de nouvelles données à l'avenir et l'analyse de celles-ci et plus généralement les « banques de données » sur l'eau en Méditerranée, lors de notre réunion de Limassol je vous avais présenté quelques exemples de ce que le Plan Bleu publiait.

Malgré notre capacité d'analyse certaine, nous nous retrouvons souvent rapidement démuni face à l'absence d'indicateurs précis et de concepts nouveaux comme par exemple celui que j'avais pu évoquer d' « eau virtuelle ». Nous voyons également que des données brutes ne peuvent être interprétées qu'en croisant de multiples données pour prendre tout leur sens (ainsi pour une même donnée en terme de précipitations pluviométriques, les conclusions à en tirer ne seront pas les mêmes selon la qualité d'absorption des sols, le taux d'évaporation lié aux températures etc...)

C'est pour cette raison que nous avons posé la question de savoir si un partenariat avec cet organisme était souhaitable. Comme notre Groupe d'Étude spécial nous y avait invité, j'ai poursuivi une mise en relation avec les autorités du Plan Bleu.

Le Plan Bleu est une association de droit français qui assume les fonctions de Centre d'activités régionales dans le cadre du Programme d'Action pour la Méditerranée lui même placé sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). Les parties contractantes à la Convention de Barcelone ont décidé, en 1996, de mettre en place une Commission Méditerranéenne de Développement Durable (CMDD), puis ont adopté en novembre 2005 une Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable (SMDD) dont le premier des sept domaines d'action prioritaires concerne la gestion intégrée des ressources et demandes en eau. C'est une nouvelle dimension par rapport aux thèmes d'origine, centrés sur la dépollution de la mer Méditerranée.

Son Secrétaire général, avec lequel je suis entré en contact, s'est dit très intéressé par la mise en œuvre d'un partenariat sous la forme d'un *accord cadre* de type MOU qui permettrait à nos deux institutions de développer des liens réguliers à travers :

- pour notre Assemblée le bénéfice de travaux fouillés et d'expertises reconnues venant régulièrement devant notre commission ;
- pour le Plan Bleu l'assurance de voir ses travaux et ses analyses portées à l'attention des représentants des peuples concernés au premier plan par son objet.

Il n'est pas inutile de rappeler que le Plan d'Action pour la Méditerranée dans son plan II mentionnait sur la question de l'eau en particulier la préoccupation « *d'évaluer et surveiller l'état qualitatif et quantitatif des ressources en eau dans chaque pays à l'aide d'indicateurs pertinents.* »

Notre recommandation serait de charger le Secrétariat général de l'APM, qui a déjà engagé les démarches nécessaires auprès du Plan Bleu de finaliser cet accord cadre en travaillant sur les éléments que nous devrions trouver dans les données que nous recherchons à collecter.

Nous pourrions ainsi imaginer que notre Assemblée pourrait alerter le Plan Bleu sur certains sujets qui préoccupent particulièrement certains de ses membres afin d'envisager la possibilité que ces thèmes soient développés par ses soins.

Nous devons cependant rappeler une difficulté liée à la personnalité juridique du Plan Bleu, appuyé sur la convention de Barcelone de 1976 pour la protection de la mer Méditerranée contre les pollutions, cet organisme ne fournit pas de données concernant en particulier plusieurs membres de notre assemblée qui ne sont pas parties à la Convention. Il s'agit de la Jordanie, l'Ex République yougoslave de Macédoine et du Portugal.

Nous avons émis l'idée d'étudier dans quel cadre nous pourrions tenter d'obtenir la possibilité que des données soient collectées au niveau du Plan Bleu afin que son champ d'investigation et d'analyse cadre avec notre structure statutaire. Il apparaît que les premiers contacts pris avec le Plan Bleu encadrent assez strictement ces possibilités.

Sur ce point il est à noter cependant que votre rapporteur estime que le cas de l'Ex-République yougoslave de Macédoine pourrait se voir comprise dans le cadre du bassin versant méditerranéen, la question devant également être soulevée en ce qui concerne la Jordanie, pays pour lequel la collecte semble plus complexe. Pour ce qui concerne le Portugal, le fait qu'à l'origine les Communautés européennes soient parties contractantes à la Convention de Barcelone peut participer à une argumentation positive.

II. Quelques éléments de réflexion sur la problématique de la maîtrise de l'eau en Méditerranée.

Les données chiffrées que nous venons de relever appellent rapidement une conclusion simple : les habitants du pourtour méditerranéen et leurs gouvernements et représentants ne peuvent poursuivre sur la pente actuelle. Plusieurs options se posent devant nous, principalement deux, l'une déjà ancienne – **accroître les ressources en eau** – la seconde qui développe son chemin de façon plus récente – **limiter la consommation et économiser son usage** à travers des mesures visant à l'efficacité de son usage.

Dans les années à venir nous devons donc impérativement toujours articuler ces deux leviers qui doivent permettre de relever le défi qui doit être le nôtre, à savoir **assurer à l'ensemble des Méditerranéens un accès juste et équitable à l'eau.**

A/ Accroître les ressources en eau.

Lors de notre réunion de Limassol plusieurs délégations avaient évoqué la solution consistant à trouver des ressources supplémentaires en eau pour faire face aux crises chroniques qui se présentent dans la zone méditerranéenne et qui devraient à l'avenir ne pas s'améliorer sous la **double conjonction des changements climatiques et d'une croissance régulière de la démographie du pourtour méditerranéen.**

Depuis plusieurs années ou plusieurs dizaines d'années nombre de pays en particulier ceux connaissant des stress hydriques majeurs (Chypre, Malte) ont eu un recours massif à la procédure de désalinisation des eaux afin de permettre de répondre aux besoins des populations et des activités de ces pays. Ces méthodes qui s'améliorent sous l'effet des progrès techniques sont cependant souvent coûteuses en énergie et méritent que les efforts se poursuivent afin d'en diminuer les coûts financier et écologique.

L'accès à l'eau et la recherche de toujours plus d'eau potable ne doivent pas se faire au détriment de l'environnement et des équilibres écologiques fragiles.

Dans ce domaine de la recherche de solutions nouvelles pour augmenter les ressources mobilisables il faut **mutualiser les expériences entre nos différents membres** afin que chacun puisse comparer son système et puiser dans la contribution des autres les éléments pouvant permettre d'améliorer son propre système. Pour ce qui est, par exemple des

opérations de désalinisation, il est ainsi nécessaire de promouvoir des méthodes les plus économiques en énergie.

Notre Assemblée suivant sa volonté d'être **l'agora des parlementaires de la Méditerranée** n'a d'efficacité que si elle met en lumière les meilleures pratiques des uns qui peuvent être reprises par le plus grand nombre. Lors de la réunion de Limassol sur cette question de l'eau nos collègues marocains soulignaient ce besoin de renforcer la « collaboration Nord-Sud sur ce sujet », en allant plus loin encore nous devons souligner l'intérêt de l'échange multilatéral qui nourrit les réflexions.

Nous devons également être conscients que cet accroissement de la mobilisation des ressources en eau ne doit, ni ne peut être le seul axe de recherche pour répondre au problème du stress hydrique.

Il ne le doit pas, nous le verrons plus loin pour la simple raison que nous sommes responsable collectivement d'une richesse sur laquelle **nous n'avons pas de droits absolus** et vis-à-vis de laquelle nous devons nous montrer solidaires spatialement – envers nos contemporains voisins méditerranéens – et temporellement – gestion de la ressource pour les générations futures.

Il ne le peut pas, car comme nous l'avait rappelé fortement la délégation jordanienne à Limassol, **un certain nombre de nos membres ne peuvent plus mobiliser de nouvelles ressources** et se trouvent confrontés dans ces cas précis souvent à des questions juridiques régulant le partage de ressources en eau entre plusieurs États.

C'est dans ce sens qu'il apparaît nécessaire de rappeler l'utilité de conventions internationales telles la Convention des Nations Unies sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation qui participent à étendre la coopération entre les États dans ce domaine.

B/ Favoriser la préservation des ressources et les économies d'eau.

La nécessité de trouver de nouvelles ressources en eau afin de répondre à ce que nous avons plusieurs fois qualifié de stress hydrique ne doit cependant pas faire oublier un deuxième levier sur lequel il apparaît impératif de travailler et de se sensibiliser : les économies d'eau et la gestion raisonnée de celle-ci.

-économiser les ressources en eau :

A Limassol nous avons évoqué l'importante question de la qualité des réseaux d'adduction d'eau : en effet c'est parfois la moitié de l'eau qui peut être perdue entre le fournisseur et le consommateur d'eau. Cette réflexion était un exemple parmi de nombreux autres qu'au delà des interrogations toujours présentes sur la recherche de nouvelles ressources en eau, il fallait prendre le temps de mesurer si :

- l'eau est toujours bien utilisée ;
- des déperditions d'eau n'existent pas au travers de systèmes d'adduction inefficients, de fuites sur les réseaux ;
- tout est mis en œuvre afin de récupérer les eaux des précipitations.

Il apparaît que les différents acteurs gagneraient tous à ce que des efforts soient entrepris afin **d'éviter un gaspillage qui, en Méditerranée plus qu'ailleurs est un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre.**

Dans ce domaine il est nécessaire d'associer à notre réflexion l'ensemble des acteurs à commencer par les collectivités et entités locales, les organisations citoyennes et les industriels et professionnels de la question qui oeuvrent pour améliorer les systèmes et alerter les populations sur les nécessaires efforts à réaliser.

Des réunions avec ceux qui gèrent au plus près les problématiques de l'eau doivent être poursuivies. Dans ce domaine nous pourrions comme nous l'avions évoqué à Limassol suivre la mise en place l'Assemblée représentant les collectivités locales euro méditerranéenne (ARLEM) afin d'envisager comment se rapprocher sur ces problématiques spécifiques des entités locales.

Dans le cadre de la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable adoptée en 2005 à Athènes, l'un des objectifs principaux était de « *stabiliser la demande en eau grâce à une atténuation des pertes et du gaspillage et augmenter la valeur ajoutée du mètre cube d'eau utilisé* ». Le Plan Bleu avait été chargé de développer un indicateur d'efficacité de l'eau –indice composite. Une première étude montrait que pour les pays méditerranéens, **l'efficacité totale de l'utilisation de l'eau variait en moyenne entre 50 et 85%.**

La République de Chypre arrivait en 2005 en tête de cet indicateur avec taux d'efficacité totale de près de 84%. Plus généralement les observateurs indiquaient que dans l'ensemble, **de 1995 à 2005, presque tous les pays affichent des progrès encourageants en matière d'efficacité.** Dans un rapport de 2005², le Plan Bleu indiquait que **près du quart de la demande totale en eau potable pourrait être économisée** en considérant les mauvais usages qui peuvent être faits en Méditerranée.

Nous avons tous dans nos pays des systèmes qui ont permis d'améliorer la consommation d'eau dans le domaine agricole qui reste l'un des plus gros consommateurs de ressource hydrique. Nous avons en tête l'irrigation au goutte-à-goutte qui a connu un réel succès ou encore le développement des systèmes de récupération des eaux de pluie.

Il serait utile que nous nous penchions à l'avenir sur un autre secteur gros consommateur d'eau : le secteur touristique. Le tourisme et l'eau est une question moins souvent abordée que la question agricole, pourtant elle apparaît fondamentale en Méditerranée tant les économies de nombre de nos membres sont fortement liées à l'activité touristique. Cependant, l'afflux de touristes est certes synonyme de développement économique mais doit se mesurer également à l'aune des demandes supplémentaires non négligeables en eau qu'il engendre.

Notre commission pourrait à l'avenir se réunir sur cette question spécifique qui devrait faire l'objet d'une réunion rassemblant techniciens des questions de l'eau, professionnels du secteur touristique autour des parlementaires méditerranéens que nous représentons.

² *Méditerranée, les perspectives du Plan Bleu sur l'environnement et le développement (2005)*

- préserver la qualité des eaux :

Un deuxième défi consiste à veiller au développement des structures de traitement des eaux usées afin que soit définitivement bannie la pratique du rejet sans traitement dans les cours d'eau ou directement dans la mer Méditerranée des eaux usagées.

Il est utile de rappeler la Communication de la Commission Européenne COM (2006) 475 qui soutient l'engagement des partenaires du processus euro-méditerranéen et la collaboration avec le PNUE/PAM pour la dépollution de la Méditerranée, qui est un des six objectifs qui ont été retenus par les membres de l'UPM pour donner matière à cette initiative. Elle est également **un des points essentiels que nous retrouvons dans notre propre Charte de la Méditerranée**. Nous ne devons pas douter que les plans d'action dans ce domaine seront certainement à l'avenir particulièrement soutenus et qu'il sera nécessaire à notre assemblée de pouvoir proposer des actions allant dans le sens positif et que nous puissions à terme nous engager à développer dans nos législations les éléments permettant de lutter efficacement contre la pollution de la Méditerranée et plus généralement pour le traitement des eaux usées.

Sur ce point également – à moyen terme – il serait utile de pouvoir jouir d'une synthèse comparative des bilans de chacun des membres de l'APM en la matière et l'état de leur législation.

Il n'est enfin pas inutile de rappeler que le Secrétaire général de l'ONU avait appelé lors du dernier Sommet de Davos début 2009 à ce que soient mises en places des actions dans le cadre d'un « New Deal » vert - la préservation de l'eau et la meilleure gestion des ressources hydriques peuvent être vecteur de créations d'emplois- qui s'inscrit dans la théorie de promotion d'une croissance verte. Ceci permettrait de voir **comment la question de l'eau en Méditerranée peut participer à apporter une réponse à la crise mondiale que nous connaissons actuellement tout en participant à améliorer tant son usage que sa préservation**.

De façon annexe, sur la question du meilleur lieu de la mise en œuvre de cette concertation sur l'ensemble des thèmes liés à l'eau en Méditerranée, en février dernier, nos travaux avaient permis à plusieurs délégations d'évoquer la nécessité de créer des structures -un Bureau ou une Agence de l'Eau - dans la zone Méditerranée qui pourraient collecter l'ensemble des données relatives à cette question dont celle des stocks disponibles. La délégation hôte chypriote avait souligné le besoin d'un tel organisme et nos collègues jordaniens avaient évoqué leur souhait de voir un tel Bureau s'installer dans leur pays ce qui aurait eu de surcroît valeur de symbole étant donné la dimension délicate de l'approvisionnement en eau en Jordanie.

Il nous semble que, sans négliger l'intérêt qu'une telle Agence pourrait avoir, il nous est difficile pour des raisons tant financières que matérielles d'être à l'origine de la création d'une telle structure **sans négliger l'appui qui pourrait être le nôtre à cette initiative dans laquelle nous pourrions nous reconnaître**. En plus, avant l'établissement d'une nouvelle structure, nous devons exploiter toutes les initiatives déjà existantes, comme le MED EUWI qui représente un partenariat stratégique entre les acteurs de toutes les échelles géographique de la Méditerranée (régionales, nationales, internationales) et qui contribue sérieusement à la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le Développement et du Sommet Mondial pour le Développement Durable.

Le rapport périodique que nous proposons doit être l'embryon porteur de nos réflexions qui doivent aboutir à des réunions thématiques précises, sources de réflexions et d'innovation pour chacun de nos parlements.

-Maitriser son eau :

Enfin ce rapport ne serait complet s'il n'incluait une référence à la délicate question de l'eau comme enjeu de conflit territorial dans notre région notamment au Moyen orient. Seules des solutions politiques peuvent solutionner sur le long-terme les querelles liées à la propriété, l'usage, l'exploitation et la maitrise de l'eau entre voisins ou dans le cas de l'épineuse question des territoires occupés au Proche orient.

Nous devons rappeler qu'en tout état de cause il est impératif que l'usage de l'eau pour des raisons vitales aux populations prime sur tout autre usage.

III. L'eau en Méditerranée et le 5^{ème} Forum Mondial de l'Eau d'Istanbul.

Cette année aura été marquée sur la question de l'eau par l'événement majeur et essentiel qu'à été du 16 au 21 mars dernier à Istanbul le Forum Mondial de l'Eau. Dans leur 3^{ème} rapport sur les ressources en eau paru quelques jours avant le début du Forum les Nations Unies déploraient le **manque chronique d'intérêt politique pour la question pourtant vitale de l'eau.**

Les cinq jours de réunion d'Istanbul qui ont rassemblé plusieurs milliers de personnes –plus de 20000- dont nombre de décideurs dans le domaine de l'eau auront permis à l'ensemble des acteurs de se réunir et d'échanger de façon très fructueuse. Comme vous m'y aviez invité lors de la réunion de Limassol j'ai tenu à me rendre à cette importante réunion afin de pouvoir dresser une analyse de ses débats :

- La déclaration ministérielle adoptée le 22 mars comporte de nombreux résultats positifs parmi lesquels nous devons relever:
 - la nécessité du recouvrement durable des coûts des services d'eau par la combinaison de tarifs abordables et de subventions publiques appropriées pour assurer le financement du secteur et la nécessité d'accroître les financements pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement ;
 - la lutte contre les pénuries d'eau et l'adaptation au changement climatique ;
 - la nécessité de faire des économies d'eau dans le domaine de l'agriculture et de modifier les habitudes de consommation ;
 - l'intérêt de la gestion, y compris transfrontalière, des eaux par bassin ;
 - la mobilisation sur l'assainissement, pour une meilleure collecte et un meilleur traitement des eaux usées.

- Lors de ce Forum une dizaine de pays ont confirmé leur volonté d'adhérer rapidement à la Convention des Nations Unies de 1997 sur les cours d'eau transfrontaliers, non encore entrée en vigueur faute d'adhésions suffisantes.
- Des débats ont réuni des parlementaires et des responsables de collectivités locales. Il faut souligner que les Maires et autorités locales et régionales ont signé le **"Pacte d'Istanbul sur l'eau"**, par lequel ils s'engagent à réaliser des plans locaux avec des objectifs chiffrés d'amélioration de la gestion de l'eau et de l'assainissement. La philosophie de ce document devrait être médiatisée par notre assemblée afin d'encourager les acteurs locaux de nos pays à rejoindre cette action.
- Cette réunion majeure a aussi été l'occasion de souligner la multiplicité des initiatives qui existent autour de l'eau comme celle de **l'Union méditerranéenne des jeunes ambassadeurs de l'eau (UMJAE)**. Cette initiative montre l'enjeu essentiel que représente la sensibilisation de notre jeunesse aux problèmes de l'eau en Méditerranée. L'Ambassade de l'Eau est une association française loi de 1901, qui travaille au niveau national et international.

Elle se fonde sur le droit à l'eau en France qui permet que 1% de la facture d'eau puisse être investi dans les infrastructures des pays émergents à condition que les élus qui gèrent l'eau décident d'aider un projet. L'Ambassade de l'Eau organise des classes d'eau dans les écoles afin d'éduquer les enfants à l'eau. Devenus adultes, ils sauront comment prendre soin de cette ressource vitale.

Parallèlement, l'Ambassade de l'Eau, en partenariat avec le Réseau Méditerranéen des Écoles d'Ingénieurs (RMEI), s'est donné comme objectif de bâtir un réseau de jeunes ambassadeurs, pouvant aider les autorités locales des différents pays à bâtir des projets permettant d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement.

Dans un premier temps, l'UMJAE a organisé pendant le 1er semestre 2008-2009 des classes d'eau dans les pays du pourtour méditerranéen. L'enjeu clé était de confronter les étudiants aux réalités de l'eau et de ses acteurs, tout en tenant compte de la dimension méditerranéenne. Les étudiants de chacun des 11 pays participants (Algérie, Égypte, Espagne, France, Israël, Italie, Liban, Maroc, Palestine, Syrie et Tunisie) et en particulier **les élèves des écoles d'ingénieurs ont établi un état des lieux de l'eau dans leur pays, en incluant la gouvernance de cette eau, pour ensuite proposer une action de terrain en relation avec la mer Méditerranée.**

Cette initiative, l'une parmi de très nombreuses, montre **la vigueur des initiatives** qui peuvent fleurir en Méditerranée autour de la question de l'eau et qui, tout en agissant dans le sens d'une amélioration de la situation globale de l'eau en Méditerranée, participent à **rapprocher les jeunes méditerranéens et à leur faire prendre conscience de leur communauté de destin.**

Notre assemblée dont l'objectif ultime est bien le renforcement des liens humains entre nos peuples serait **inspirée de soutenir par tous les moyens les initiatives des jeunes Méditerranéens dans tous les domaines et en l'espèce dans celui de l'eau.**

- Il faut cependant relever que le succès aurait pu être bien plus grand encore si la Déclaration finale avait retenu, comme de nombreuses voix le souhaitent, que le **droit à l'accès à l'eau et à l'assainissement** figure clairement. On peut regretter que ce principe, particulièrement important, ne figure pas dans la déclaration ministérielle.

Il apparaît plus que jamais nécessaire de poursuivre les efforts de persuasion afin de parvenir à cette reconnaissance en particulier dans le cadre des Nations Unies.

Nous pouvons **rappeler que l'annexe à la Charte de la Méditerranée, qui fonde notre engagement commun, mentionne sur la question de l'eau « l'extension de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement des eaux usées »**. Notre assemblée ne peut que souhaiter qu'un très proche avenir voit la reconnaissance de ce droit fondamental et fondement essentiel de nombreux droits qu'est le droit à l'accès à l'eau.

Nous ne pouvons que rappeler ce que mentionnait le Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme dans un rapport sur l'accès à l'eau publié en 2007 qui considérerait que *« le moment est venu de considérer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit de l'homme, défini comme le droit à un approvisionnement suffisant, physiquement accessible et à un coût abordable en eau salubre de qualité acceptable, pour les usages personnels et domestiques (boisson, propreté, lavage du linge, cuisine, hygiène personnelle et domestique) et les nécessités de la vie et de la santé. Les États doivent donner la priorité aux utilisations personnelles et domestiques sur les autres et faire en sorte qu'un approvisionnement suffisant, de bonne qualité et d'un prix abordable pour tous soit fourni à distance raisonnable de leurs foyers. »*

Au bilan, ce 5^{ème} Forum Mondial de l'Eau aura permis de nombreuses avancées tout en étant une étape supplémentaire pour une meilleure diffusion des **messages d'urgence sur le péril qui menace si l'ensemble des acteurs ne prennent pas leurs responsabilités sur la question de l'eau.**

Le 6^{ème} Forum de 2012 se tiendra à Marseille ou Durban (Afrique du Sud) villes candidates, le Conseil Mondial de l'Eau devant prendre sa décision au mois de juin 2009, il nous aurait semblé logique que nous apportions notre soutien à la candidature méditerranéenne, cependant notre réunion d'Istanbul sera essentiellement l'occasion de prendre note du choix final.



**Précipitations et ressources en eau naturelles
renouvelables internes des pays méditerranéens
moyennes annuelles (1961-1990)**



**Precipitations and internal renewable natural
water resources of the Mediterranean countries
Annual average (1961-1990)**

Actualisé en / Updated in 06/2007

Pays / Country	Précipitations / Precipitations		Ressources en eau naturelles renouvelables internes (km ³ / an) / Internal renewable natural water resources (km ³ / year)				
	mm / an mm / an (a)	km ³ / an km ³ / year (b)	Surface (1)	Souterraines / Groundwater (2)	Partie commune / Overlap (3)	Total (4)	Sources (1 - 4)
Espagne / Spain	636	321,7	109,5	29,9	28,2	111,2	FAO/AQUASTAT
France	867	478,	187,	100,	98,	189, d	IFEN
Italie / Italy	832	250,8	170,5	43,	31,	182,5	FAO/AQUASTAT
Malte / Malta	560	0,2	0,004	0,033	0,	0,037 d	Plan Bleu Saragosse 2007
Slovénie / Slovenia	1 162	23,5	18,52	13,5	13,35	18,67	FAO/AQUASTAT
Croatie / Croatia	1 113	62,9	27,2	11,	0,5	37,7	FAO/AQUASTAT
Bosnie / Bosnia	1 028	52,6	35,5	6, c	6,	35,5	Source Plan Bleu
Monténégro / Montenegro			15,7	3, c	3, c	15,7	FAO/AQUASTAT
Albanie / Albania	1 485	42,7	23,05	6,2	2,35	26,9	FAO/AQUASTAT
Grèce / Greece	652	86,1	55,5	10,3	7,8	58,	FAO/AQUASTAT
Chypre / Cyprus	498	4,6	0,56	0,41	0,19	0,78	FAO/AQUASTAT
Turquie / Turkey	593	459,5	186,	69,	28,	227,	DSI 2007
Syrie / Syria	252	46,7	4,29	6,04		10,33 d	Plan Bleu Saragosse 2007
Liban / Lebanon	661	6,9	4,1	3,2	2,5	4,8	FAO/AQUASTAT
Israël / Israel	435	9,2	0,25	0,5	0,	0,75	FAO/AQUASTAT
Egypte / Egypt	51	51,4	0,5	1,3	0,	1,8	FAO/AQUASTAT
Libye / Libya	56	98,5	0,2	0,5	0,1	0,6	FAO/AQUASTAT
Tunisie / Tunisia	207	33,9	3,12	1,45	0,4	4,17 d	Hamdane
Algérie / Algeria	89	211,5	10,77	1,6 c	1,	11,37 d	FAO 2005
Maroc / Morocco	346	154,7	17,88	5,77	3, c	20,65 d	Plan Bleu Saragosse 2007

Notes

- Négligeable

a. Source : FAO / AQUASTAT 2005

b. Source : FAO / AQUASTAT 2003

c. Approximativement

d. Révisions 2007

Notes

- Negligible

a. Source : FAO / AQUASTAT 2005

b. Source : FAO / AQUASTAT 2003

c. Approximately

d. Reviewed in 2007



Sources d'approvisionnement en eau des pays méditerranéens



Sources of water supply of the Mediterranean countries

Actualisé en / Updated in 06/2007

km³/an - km³/year

Pays / Country	Année / Year	Prélèvement - Ressources conventionnelles / Withdrawal - Conventional resources			Prélèvements - Ressources non renouvelables (eau souterraine) / Withdrawal - Non renewable resources (groundwater)	Ressources non conventionnelles / Non conventional resources		Importation	TOTAL
		Surface	Souterraine / Groundwater	Total		Réutilisation / Re-use	Dessalement / Desalination (c)		
Espagne / Spain	2002	30, a	6, a	36, a	0,	0,4 a	0,67 a	-	37,07
France	2003	28,56	6,4	34,96	0,	0,	0,	-	34,96
Italie / Italy	1998	31,6	10,4	42,	0,	0,	0,	-	42,
Malte / Malta	2006	-	0,032	0,032	0,	0,	0,026	-	0,058
Slovénie / Slovenia	2000	0,764	0,13	0,894	0,	0,	0,	-	0,894
Croatie / Croatia	2000	0,175 a	0,2 a	0,05 a	0,	0,	0,	-	0,375
Bosnie / Bosnia	2000	0,63	0,3	0,93	0,	0,	0,	-	0,93
Monténégro / Montenegro	2000			0,05	0,	0,	0,	-	0,05
Albanie / Albania	2000	1,1	0,6	1,7	0,	0,	0,	-	1,7
Grèce / Greece	2000	4,24	3,56	7,8	0,	0,	-	-	7,8
Chypre / Cyprus	2000	0,1 a	0,166 a	0,266 a	0,	0,007	0,031	0,007	0,31 a
Turquie / Turkey	2004	33,8	6,3	40,1	0,	0,	0,001	-	40,1
Syrie / Syria	2004	9, a	8,27 a	17,27	0,	0,4 a	0,	-	17,67
Liban / Lebanon	2000	1,	0,4	1,4	0,	0,	0,	-	1,4
Israël / Israel	2004	0,34 a	1, a	1,34	0,05 a	0,28 a	0,19 a	0,05 d	1,86
Egypte / Egypt	2000	56,8	1,3 b	58,1	0,91	11,4	0,03	-	70,44
Libye / Libya	2000	0,07	0,38	0,45	3,7	0,04	0,07	-	4,26
Tunisie / Tunisia	2003	0,52	1,2	1,72	0,68	0,029	0,02	-	2,449
Algérie / Algeria	2000	3,61	0,92	4,53	1,68	-	0,064	-	6,274
Maroc / Morocco	2005	5,7	3,71	9,41	0,	0,07	0,003	-	9,417

Notes

- Négligeable

a. Approximativement

b. +4,8 sur ressource secondaire

c. Source : UN World Water Development Report 2004

d. Projet reporté

Notes

- Negligible

a. Approximately

b. +4.8 of secondary resources

c. Source : UN World Water Development Report 2004

d. Postponed project

Demandes en eau des pays méditerranéens Water demands of the Mediterranean countries

Actualisé en / Updated in 06/2007

km³/an - km³/year

Pays / Country	Année / Year	Prélèvements et production d'eau / Withdrawal and production of water							
		Secteur d'utilisation / Sector of use				Total	Sources / Notes		
		Eau potable / Drinking water	Agriculture irrigation	Industries non desservies / Self-supplied industries	Energie thermoélectrique (refroidissement) / Thermoelectric energy (cooling)				
Espagne / Spain	2002	5,3	24,16	1,44	6,17		37,07	Eurostat 2006	
France	2003	6,2	4,09	3,38	21,28	b	34,95	IFEN (RNDE) 2006	
Italie / Italy	1998	7,94	20,14	7,99	5,92	b	41,99	Plan Bleu, Saragosse 2007	
Malte / Malta	2006	0,031	0,024	0,003	0,		0,058	Plan Bleu, Saragosse 2007	
Slovénie / Slovenia	2000	0,187	0,007	0,08	0,62		0,894	Eurostat 2006	
Croatie / Croatia	2000	0,314	0,001	0,05	0,01		0,375	Statistical information 2002	
Bosnie / Bosnia	2000	0,23	0,6	0,1	0,	a	0,93	Statisticki Yearbook 2001	
Monténégro / Montenegro	2000	0,05	a	-	-	-	0,05	a Estimation du PlanBleu	
Albanie / Albania	2000	0,46	1,05	0,19	-		1,7	FAO / AQUASTAT 2005	
Grèce / Greece	2000	1,25	6,3	0,13	0,12		7,8	WRI 2005 / FAO / AQUASTAT 2005	
Chypre / Cyprus	2000	0,08	a	0,23	a	0,0035	b	0,31	a I.Iacovides, juin 2007
Turquie / Turkey	2004	6,2	29,6	1,8	2,5	a	40,1	Plan Bleu, Saragosse 2007	
Syrie / Syria	2004	1,45	15,61	0,6	0,		17,66	Plan Bleu, Saragosse 2007	
Liban / Lebanon	2000	0,45	0,94	0,01	0,		1,4	WRI 2005	
Israël / Israel	2004	0,71	1,04	0,11	0,		1,86	Israel central Bureau of statistics	
Egypte / Egypt	2000	4,76	58,8	2,2	4,67	a	70,43	Plan Bleu, Saragosse 2007	
Libye / Libya	2000	0,6	3,54	0,12	0,		4,26	FAO / AQUASTAT 2005	
Tunisie / Tunisia	2003	0,39	1,89	0,13	0,		2,41	Plan Bleu, Saragosse 2007	
Algérie / Algeria	2000	1,33	3,94	0,8	0,2		6,27	FAO / AQUASTAT 2005	
Maroc / Morocco	2005	0,852	8,405	0,158	0,		9,415	Plan Bleu, Saragosse 2007	

Notes

- Négligeable

a. Approximativement

b. Utilisation d'eau de mer ou saumâtre exclue

Notes

- Negligible

a. Approximately

b. Use of sea or brackish water excluded